



Adressée à

Guide suprême de la République islamique d'Iran
Ayatollah Sayed Ali Khamenei
Le Bureau du Guide
Téhéran
Iran

Paris, le 29 Septembre 2016

Monsieur le Guide suprême,

Les organisations syndicales françaises CFTD, CGT, FSU, Solidaires et UNSA, s'adressent à vous afin d'attirer votre attention sur la situation alarmante des syndicalistes en Iran.

Très récemment plusieurs syndicalistes et activistes du mouvement ouvrier ont été condamnés à de longues années de prison ferme. Il s'agit notamment de Ebrahim MADADI, Davoud RAZAVI, Reza SHAHABI, tous membres de la direction du Syndicat Vahed (Régie de transports en commun de Téhéran et sa banlieue). Davoud Razavi, avait été condamné à cinq ans de prison ferme ; Ebrahim Madadi, à cinq ans et trois mois de prison ferme ; Reza Shahabi, a été de nouveau condamné à un an de prison ferme, après avoir purgé une peine de 6 ans, sous prétexte d' « agissements contre la sécurité nationale ».

La liste des syndicalistes condamnés depuis le début de cette année ne cesse de s'allonger. Parmi eux, on peut mentionner : Ali Amir-gholi (condamné à vingt et un ans), Arash Sadeghi (dix neuf ans), Mahmoud Salehi (neuf ans), Gol-rookh Ebrahimi (six ans), Jafar Azim-zadeh (six ans), Behnam Moosvand (un an), Navid Kamran (un an), Osman Esmaili (un an).

La République islamique d'Iran ne respecte pas ses engagements pris dans le cadre des conventions internationales de l'OIT, qui reconnaissent le droit des travailleurs iraniens à établir leurs organisations indépendantes.

Nous, syndicats français signataires de ce communiqué, demandons l'annulation de ces condamnations injustes et contraires aux libertés et droits fondamentaux, et la libération immédiate et sans condition de tous les activistes emprisonnés en raison de leurs activités syndicales qui ont pour seul et légitime objectif la défense des droits des salariés.

CFTD : preau@cfdt.fr

CGT : n.ferouse@cgt.fr

FSU : michelle.olivier@snuipp.fr

Solidaires : contact@solidaires.org

UNSA : emilie.trigo@unsa.org

P.S. : Copie à :

Hassan Rohani (président de la république) ;

Sadegh Larjani (chef de la magistrature) ;

Ambassade de la Rép. Islamique d'Iran à Paris